

M. l'Orateur: A l'ordre. Avant de donner la parole au député de Nickel Belt, j'aimerais demander l'avis des députés. La période des questions doit normalement se terminer à 1 h 04. Je me demande si les députés aimeraient mieux rester ici jusqu'à ce que la période des questions soit terminée, puis revenir à la Chambre pour se former en comité plénier à 2 heures. La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

* * *

LES PÉNITENCIERS

LA TRANSFORMATION DE LA FERME-ÉCOLE DE BURWASH EN PRISON À SÉCURITÉ MOYENNE

M. John Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur l'Orateur, étant donné que le gouvernement ontarien a fermé la prison à sécurité minimale de Burwash, située dans le bassin de Sudbury, et a muté un personnel de 200 personnes de cette région, et comme l'administration fédérale cherche dans le sud de l'Ontario un endroit pour y construire une prison à sécurité moyenne devant coûter 7 millions de dollars, le solliciteur général peut-il dire à la Chambre si son ministère a étudié la possibilité de transformer l'établissement de Burwash en prison à sécurité moyenne, et sinon a-t-il l'intention de le faire?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, nous avons déjà discuté de la chose avec le gouvernement ontarien. Malheureusement, il ne semble pas que l'établissement de Burwash puisse convenir aux besoins fédéraux. En premier lieu, notre politique est d'avoir des établissements moins grands, pouvant recevoir de 150 à 180 pensionnaires. En deuxième lieu, nous essayons d'implanter ces établissements le plus près possible des agglomérations d'où proviennent les pensionnaires. Cela nous amène à chercher un emplacement dans le sud et non dans le nord de l'Ontario, d'où viennent la plupart des détenus. Voilà pourquoi nous ne croyons pas que Burwash convienne pour l'instant.

M. Rodriguez: Monsieur l'Orateur, je n'ignore certes pas que les habitants du nord de l'Ontario sont très respectueux de la loi. Mais étant donné que les services du ministre ont cherché dans les environs de Barrie, qui n'est qu'à une heure ou une heure et demie de distance de Burwash par la route, ce qui n'est pas très loin je pense, le ministre reconsidérera-t-il le réaménagement de Burwash en établissement à sécurité moyenne? Je le prie d'y repenser, étant donné qu'il ne se trouve pas si loin des centres urbains d'où proviennent tous ces condamnés?

M. Allmand: Je le répète, monsieur l'Orateur, Burwash ne convient pas en raison de son étendue. C'est un établissement relativement grand dont la transformation exigerait des travaux considérables, donc une grande dépense. Je pense donc qu'il serait préférable de construire les établissements du type demandé à proximité des zones qui en ont besoin.

Questions orales

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LES LIQUIDATIONS DANS LA PÈGRE MONTRÉLAISE—LES CORPS POLICIERS CHARGÉS DES ENQUÊTES

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, le sang ne cesse de couler à Montréal et on y connaît des règlements de compte en grand qui pourraient avoir des incidences internationales et risquer à la longue, de compromettre les mesures de sécurité prises pour les Jeux Olympiques. Dans ces circonstances, le solliciteur général voudrait-il dire à la Chambre s'il envisage de reconstituer le groupe spécial utilisé au cours de la crise du FLQ de 1972 et composé de membres de la GRC, de la Sûreté provinciale du Québec et du corps de police de Montréal?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je vais étudier ce problème. Je puis dire à la Chambre qu'il existe une collaboration étroite pour toutes les questions concernant le crime entre la GRC, le corps de police de la Communauté urbaine de Montréal et la Sûreté provinciale du Québec. Le député a soulevé un problème que je compte examiner.

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, le ministre a plus ou moins prévenu ma question supplémentaire. J'avais l'intention de lui demander s'il avait récemment communiqué avec le procureur général du Québec ou le chef de la police de Montréal pour savoir si ces événements déplorables, qui tournent à la catastrophe nationale, comportent des incidences nationales ou internationales directes, et pour s'assurer qu'il existe la collaboration la plus étroite entre les trois corps de police?

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, j'ai eu récemment des discussions avec le ministre de la Justice du Québec, mais nous n'avons pas abordé cette question. Je puis dire à la Chambre qu'il existe des consultations fréquentes entre la GRC, le corps de police de la Communauté urbaine de Montréal et la Sûreté provinciale du Québec. Je chercherai à savoir s'il est possible de faire davantage et, en particulier, j'examinerai la question soulevée par le député.

* * *

LA COMMERCIALISATION DES ŒUFS

L'AIDE GOUVERNEMENTALE À L'OFFICE POUR LA RECHERCHE DE DÉBOUCHÉS

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce: dans un récent compte rendu du *Record* de Kitchener-Waterloo, il est dit que le ministre de l'Agriculture aurait affirmé qu'il était indispensable que son ministère fournisse à l'Office canadien de commercialisation des œufs une partie d'un fonds de 10 millions de dollars par an pour promouvoir les exportations de produits agricoles canadiens. L'article citait le ministre en ces termes:

Il s'agissait bien de nous en donner une partie, ou bien je leur tordrai le cou, nom de Dieu!

J'aimerais demander au ministre de l'Industrie et du Commerce s'il a été convaincu par les arguments de son collègue et, dans l'affirmative, si une partie de cet argent a été mise à la disposition de l'OCCO?